

**No. 35838**

---

**Federal Republic of Germauy  
aud  
Senegal**

**Agreement on economic and technical cooperation between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Senegal (with exchanges of letters). Bonn, 3 May 1977**

**Entry into force: 10 April 1980 by notification, in accordance with article 10**

**Authentic texts: French and German**

**Registration with the Secretariat of the United Nations: Germany, 14 June 1999**

---

**République fédérale d'Allemagne  
et  
Sénégal**

**Accord de coopération économique et technique entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne (avec échanges de lettres). Bonn, 3 mai 1977**

**Entrée en vigueur : 10 avril 1980 par notification, conformément à l'article 10**

**Textes authentiques : français et allemand**

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Allemagne, 14 juin 1999**

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE  
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL ET LE GOU-  
VERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Le Gouvernement de la République du Sénégal et Le Gouvernement de la République  
Fédérale D'Allemagne

Sur la base des relations amicales existant entre les deux pays et leurs peuples,

Désireux d'approfondir ces relations,.

Considérant leur intérêt commun à l'encouragement du progrès économique et social  
de leurs pays et

Reconnaissant les avantages qui résulteront, pour les deux pays, d'une coopération  
économique et technique plus étroite,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article 1<sup>er</sup>*

1/-Les Parties contractantes s'efforceront de coopérer et de s'entraider sur la base du  
présent Accord.

2/-Elles pourront conclure des arrangements relatifs à certains projets de l'assistance  
technique:

*Article 2.*

1/-Les arrangements mentionnés au paragraphe 2 de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus pourront  
prévoir que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

a/-encouragera la création de centres de formation, de consultation et autres en Répu-  
blique du Sénégal en envoyant des enseignants et spécialistes et en fournissant du matériel  
et de l'équipement

b/-confiera à des experts le soin d'entreprendre des études en vue d'établir des rapports  
sur les possibilités économiques et techniques ainsi que de réaliser des projets ayant pour  
but le développement et l'exploitation complets des moyens économiques dont dispose la  
République du Sénégal

c/-enverra des experts en République du Sénégal chargés d'y accomplir des missions  
spéciales, et leur fournira leur équipement professionnel

d/- mettra des conseillers à la disposition du Gouvernement de la République du Séné-  
gal ;

e/-appuyera la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'éducation et de  
l'instruction ;

f/-favorisera la coopération d'institutions scientifiques dans les deux pays en envoyant du personnel scientifique et technique, et en fournissant des objets d'équipement et du matériel.'

2/-Tout le personnel envoyé par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sera dénommé ci-après "spécialistes".

3/-Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne supportera les frais de transport et d'assurance afférents aux matériels et équipements fournis par sessions pour les différents projets, jusqu'au lieu d'implantation du projet, exception faite des frais d'entreposage en République du Sénégal.

#### Article 3.

1/-Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ,s'efforcera :

a/-de promouvoir le perfectionnement du personnel sénégalais spécialisé et dirigeant ainsi que de scientifiques en République fédérale d'Allemagne ou dans un autre pays ;

b/-de procurer à des ressortissants sénégalais des possibilités de formation et de perfectionnement en République fédérale d'Allemagne ou dans des institutions qui sont promues dans le cadre de l'assistance technique.

2/-L'exécution des mesures prévues au paragraphe 1 du présent article, notamment le choix et l'admission des candidats, fera l'objet d'arrangements particuliers.

3/-Le Gouvernement de la République du Sénégal reconnaîtra les examens passés par des ressortissants sénégalais en République fédérale d'Allemagne en fonction de leur niveau technique. Il fournira à des personnes des emplois correspondant à leur niveau de formation.

#### Article 4

Le Gouvernement de la République du Sénégal :

a/ - fournira, pour les projets à exécuter en République du Sénégal, les terrains et bâtiments nécessaires et équipera ces derniers dans la mesure où l'équipement n'est pas fourni par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne;

b/ - aidera les spécialistes à se procurer des habitations à leurs frais;

c/- exemptera les objets fournis par ordre du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et nécessaires à l'exécution des différents projets de toutes taxes de port, d'importation ou d'exportation et d'autres taxes publiques ainsi que des frais d'entreposage. Aucune licence ne sera requise pour l'importation de tels objets ;

d/- assumera, conformément à un plan à établir en commun, les frais de fonctionnement et d'entretien afférents aux projets;

e/- fournira, à ses frais, le personnel spécialisé et auxiliaires sénégalais nécessaire dans chaque cas ;

f/- veillera à ce que les spécialistes envoyés soient remplacés, dans un délai convenable, par des spécialistes sénégalais appropriés. Dans la mesure où ces spécialistes seront

formés en République fédérale d'Allemagne ou dans un autre pays, il désignera, avec la participation de l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne en République du Sénégal ou d'experts nommés par celle-ci, en temps voulu et en nombre suffisant, des candidats destinés à être formés. Une désignera que des candidats qui seront engagés envers lui à exercer, après leur retour, leur activité dans le cadre du projet en question;

g/- veillera à ce que toutes les Autorités et Organisations intéressées à l'exécution du présent Accord soient informées, en temps voulu et de façon détaillée, du contenu du présent Accord.

#### *Article 5.*

1/- Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne veillera à ce que les contrats des services ou de travail des spécialistes envoyés contiennent des obligations en vertu desquelles les spécialistes sont tenus :

a/ de contribuer de leur mieux, dans le cadre des arrangements conclus sur le travail, à atteindre les buts énoncés à l'article 55 de la Charte des Nations Unies;

b/- de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la République du Sénégal;

c/ - d'observer les lois en vigueur- en République du Sénégal et de respecter les usages et coutumes du pays

d/ - de n'exercer aucune activité économique autre que celle dont ils sont chargés; et

e/ - de coopérer dans un esprit de confiance, avec les- services officiels en République du Sénégal.

2/- Si le Gouvernement de la République du Sénégal souhaite le rappel d'un spécialiste dans l'intérêt de la coopération entre partenaires, il se mettra en rapport avec le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne représenté par l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Dakar et exposera les motifs de son désir.' De même, si le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne rappelle un spécialiste de sa propre initiative, il se mettra en rapport avec le Gouvernement de la République du Sénégal. Dans les deux cas, les Gouvernements coopéreront dans un esprit de confiance afin de surmonter, dans l'intérêt de toutes les Parties en cause, les difficultés que pourra entraîner le rappel d'un spécialiste. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne remplacera, dès que possible, un spécialiste rappelé.

#### *Article 6.*

1/ Le Gouvernement de la République du Sénégal :

a/ - assumera l'entière protection de la personne et des biens des spécialistes envoyés et des membres de leur famille ; la même obligation s'appliquera aux personnes faisant partie de leur ménage, pour autant qu'il ne s'agisse pas de ressortissants Sénégalais ;

b/ - donnera aide et protection aux spécialistes envoyés dans l'exercice de leurs fonctions ;

c/ - aux personnes mentionnées à l'alinéa (-i) du présent paragraphe, de crise internationale, toute l'aide nécessaire à leur rapatriement.

2/ - le Gouvernement de la République du Sénégal prend à sa charge la .1/5 -en connexion avec l'exécution d'une tâche qui leur est dévolue en vertu du présent Accord.' A cet égard toute revendication à l'encontre des spécialistes envoyés sera exclue.

3/-Le Gouvernement de la République du Sénégal délivrera gratuitement aux personnes mentionnées à l'alinéa (a) du paragraphe 1 du présent article, une carte d'identité d'étranger et délivrera gratuitement aux spécialistes envoyés une carte de coopérant.

#### *Article 7*

Le Gouvernement de la République du Sénégal :

a/-accordera, à tout moment et sans perception de taxes, aux personnes mentionnées à l'alinéa (a) du paragraphe 1 de l'article 6 ci-dessus, l'entrée et la sortie libres et leur délivrera gratuitement les autorisations de travail et de séjour nécessaires ;

b/-ne percevra pas d'impôts ou d'autres taxes sur les émoluments qui, prélevés sur les fonds du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, seront versés aux spécialistes envoyés pour des prestations fournies dans le cadre du présent Accord ; il sera de même en ce qui concerne les émoluments versés sur fonds d'assistance technique allemande à des entreprises de construction et de consultation ;

c/-autoriserà les personnes mentionnées à l'alinéa a.' du paragraphe 1 de l'article 6 ci-dessus, à importer en franchise de tous droits et taxes dans les six premiers mois de leur arrivée au Sénégal, leurs effets, objets et équipements personnels et permettra l'admission temporaire de leurs véhicules dans le limite d'un véhicule par ménage ;

d/- permettra aux personnes d'importer, dans le cas d'urgence et sous les conditions du tarif, des médicaments dans le cadre de leurs besoins personnels.

#### *Article 8*

Les dispositions du présent Accord s'appliqueront également aux spécialistes envoyés qui, lors de son entrée en vigueur, exercent déjà, dans le cadre de la coopération technique entre le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, une activité au Sénégal ; il en sera de même en ce qui concerne les autres personnes mentionnées à l'alinéa a.' du paragraphe 1 de l'article 6 ci-dessus.

#### *Article 9*

Le présent Accord s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République d'Allemagne au Gouvernement de la République du Sénégal dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Accord.

#### *Article 10*

1/-Le présent Accord sera valable pendant une période de cinq ans; il entrera en vigueur à la date à laquelle le Gouvernement de la République du Sénégal aura fait savoir au

Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne que les conditions internes nécessaires à son entrée en vigueur sont remplies.

2/-Le présent Accord sera prolongé par la suite d'année en année, à moins qu'il ne soit dénoncé par écrit par l'une des deux Parties contractantes trois mois avant la fin de la période fixée.

3/-Après l'expiration du présent Accord, ses dispositions resteront applicables aux projets de coopération économique et technique déjà convenus, jusqu'à leur achèvement.

*Article 11.*

L'Accord de coopération économique et technique du 27 juin 1961 cesser d'être en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

Fait à Bonn le 3 mai 1977 en double exemplaire en langue française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal :

ASSANE SECK

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

HANS-DIETRICH GENSCHER

[ GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND ]

**A b k o m m e n**  
**zwischen**  
**der Regierung der Bundesrepublik Deutschland**  
**und**  
**der Regierung der Republik Senegal**  
**über wirtschaftliche und technische Zusammenarbeit**

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

und

Die Regierung der Republik Senegal

- auf der Grundlage der zwischen beiden Staaten und ihren Völkern bestehenden freundschaftlichen Beziehungen,
  - in dem Wunsche, diese Beziehungen zu vertiefen,
  - in Anbetracht ihres gemeinsamen Interesses an der Förderung des wirtschaftlichen und sozialen Fortschritts ihrer Staaten und
  - in Erkenntnis der Vorteile, die aus einer engeren wirtschaftlichen und technischen Zusammenarbeit für beide Staaten erwachsen -
- sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

- (1) Die Vertragsparteien werden sich bemühen, auf der Grundlage dieses Abkommens zusammenzuarbeiten und sich gegenseitig zu unterstützen.
- (2) Sie können Übereinkünfte über einzelne Vorhaben der Technischen Hilfe schließen.

Artikel 2

- (1) Die Übereinkünfte nach Artikel 1 Absatz 2 können vorsehen, daß die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
  - a) die Einrichtung von Ausbildungs-, Beratungs- und sonstigen Einrichtungen in der Republik Senegal durch Entsendung von Lehrern und Fachkräften und die Bereitstellung von Material und Ausrüstung fördert;
  - b) Gutachter mit Studien zur Abfassung von Berichten über die wirtschaftlichen und technischen Möglichkeiten sowie mit der Durchführung von Projekten, die der vollen Entwicklung und Nutzung der wirtschaftlichen Mittel der Republik Senegal dienen, betraut;



- c) Sachverständige für besondere Aufgaben in die Republik Senegal entsendet und ihnen ihre Berufsausrüstung stellt;
- d) der Regierung der Republik Senegal Berater zur Verfügung stellt;
- e) die Zusammenarbeit beider Länder auf dem Gebiet von Erziehung und Bildung unterstützt;
- f) die Zusammenarbeit von wissenschaftlichen Einrichtungen in beiden Ländern durch Entsendung wissenschaftlichen und technischen Personals und durch Bereitstellung von Ausrüstungsgegenständen und Material fördert.

(2) Das gesamte von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland entsandte Personal wird im folgenden als "Fachkräfte" bezeichnet.

(3) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland übernimmt die Kosten für Transport und Versicherung der von ihr für die einzelnen Vorhaben gelieferten Materialien und Ausrüstungen bis zum Projektstandort; ausgenommen sind die Kosten für die Lagerung in der Republik Senegal.

#### Artikel 3

- (1) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland bemüht sich,
- a) die Fortbildung von senegalesischen Fach- und Führungskräften sowie von Wissenschaftlern in der Bundesrepublik Deutschland oder in einem anderen Lande zu fördern;
  - b) senegalesischen Staatsangehörigen Aus- und Fortbildungsmöglichkeiten in der Bundesrepublik Deutschland oder in Einrichtungen, die im Rahmen der Technischen Hilfe gefördert werden, zu vermitteln.
- (2) Die Durchführung der in Absatz 1 vorgesehenen Maßnahmen insbesondere die Auswahl und die Aufnahme der Bewerber, bleibt besonderen Vereinbarungen vorbehalten.
- (3) Die Regierung der Republik Senegal erkennt die von senegalesischen Staatsangehörigen in der Bundesrepublik Deutschland abgelegten Prüfungen entsprechend ihrem fachlichen Niveau an. Sie wird diesen Personen ihrem Ausbildungsstand entsprechend Anstellungen besorgen.

Artikel 4

Die Regierung der Republik Senegal .

- a) stellt für die Vorhaben in der Republik Senegal die erforderlichen Grundstücke und Gebäude zur Verfügung und richtet diese ein, soweit nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland die Einrichtung liefert;
- b) ist den Fachkräften bei der Beschaffung von Wohnungen auf deren Kosten behilflich;
- c) befreit die im Auftrag der Regierung der Bundesrepublik Deutschland gelieferten, zur Durchführung der einzelnen Vorhaben erforderlichen Gegenstände von Hafens-, Ein- und Ausfuhrabgaben, sonstigen öffentlichen Abgaben sowie Lagergebühren. Für die Einfuhr solcher Gegenstände ist eine Lizenz nicht erforderlich;
- d) trägt nach einem zu vereinbarenden Plan die Betriebs- und Instandhaltungskosten für die Vorhaben;
- e) stellt das jeweils erforderliche senegalesische Fach- und Hilfspersonal auf ihre Kosten;
- f) sorgt dafür, daß die entsandten Fachkräfte nach angemessener Zeit durch geeignete senegalesische Fachkräfte ersetzt werden. Soweit diese Fachkräfte in der Bundesrepublik Deutschland oder in einem anderen Land ausgebildet werden, benennt sie rechtzeitig unter Beteiligung der Botschaft der Bundesrepublik Deutschland in der Republik Senegal oder von dieser benannter Experten genügend Bewerber für diese Ausbildung. Sie benennt nur solche Bewerber, die sich ihr gegenüber verpflichtet haben, nach ihrer Rückkehr an dem jeweiligen Vorhaben zu arbeiten;
- g) stellt sicher, daß alle mit der Durchführung dieses Abkommens befaßten Behörden und Organisationen rechtzeitig und umfassend über den Inhalt dieses Abkommens unterrichtet werden.

Artikel 5

- (1) Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland sorgt dafür, daß in die Dienst- oder Arbeitsverträge entsandter Fachkräfte Verpflichtungen aufgenommen werden, wonach die Fachkräfte gehalten sind,
- a) nach besten Kräften im Rahmen der über ihre Arbeit getroffenen Vereinbarungen zur Erreichung der in Artikel 55 der Charta der Vereinten Nationen festgelegten Ziele beizutragen,
  - b) sich nicht in die inneren Angelegenheiten der Republik Senegal einzumischen,
  - c) die Gesetze in der Republik Senegal zu befolgen und Sitten und Gebräuche des Landes zu achten,
  - d) keine andere wirtschaftliche Tätigkeit als die, mit der sie beauftragt sind, ausüben und
  - e) mit den örtlichen Stellen in der Republik Senegal vertrauensvoll zusammenzuarbeiten.
- (2) Wünscht die Regierung der Republik Senegal die Rückberufung einer Fachkraft im Interesse der partnerschaftlichen Zusammenarbeit, so wird sie Verbindung mit der Regierung der Bundesrepublik Deutschland, vertreten durch die Botschaft der Bundesrepublik Deutschland in Dakar aufnehmen und die Gründe für ihren Wunsch darlegen. In gleicher Weise wird die Regierung der Bundesrepublik Deutschland, wenn sie eine Fachkraft von sich aus zurückberuft, Verbindung mit der Regierung der Republik Senegal aufnehmen. In beiden Fällen werden die Regierungen vertrauensvoll zusammenarbeiten, um die Schwierigkeiten, die durch die Rückberufung einer Fachkraft entstehen können, im Interesse aller Betroffenen zu überwinden. Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland wird eine abberufene Fachkraft so früh wie möglich ersetzen.

Artikel 6

- (1) Die Regierung der Republik Senegal
- a) trägt für den vollen Schutz der Person und des Eigentums der entsandten Fachkräfte und ihrer Familienmitglieder Sorge;

- das gleiche gilt für die zu ihrem Hausstand gehörenden Personen, soweit es sich nicht um senegalesische Staatsangehörige handelt;
- b) läßt den entsandten Fachkräften bei ihrer dienstlichen Tätigkeit Hilfe und Schutz zuteil werden;
- c) gewährt den unter Buchstabe a genannten Personen in Zeiten internationaler Krisen alle erforderliche Hilfe für ihre Heim-schaffung.
- (2) Die Regierung der Republik Senegal übernimmt die Wiedergut-machung von Schäden, die die entsandten Fachkräfte im Zusammenh-ang mit der Durchführung einer ihnen nach diesem Abkommen übertragenen Aufgabe verursachen. Jede Inanspruchnahme der entsandten Fachkräfte ist insoweit ausgeschlossen.
- (3) Die Regierung der Republik Senegal stellt unentgeltlich den in Absatz 1 Buchstabe a genannten Personen einen Ausländerausweis und den entsandten Fachkräften einen Entwicklungshelferausweis aus.

#### Artikel 7

##### Die Regierung der Republik Senegal

- a) gewährt den in Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe a genannten Personen jederzeit freie und abgabenfreie Ein- und Ausreise und erteilt die notwendigen Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigungen gebühren-frei;
- b) erhebt von den aus Mitteln der Regierung der Bundesrepublik Deutschland an entsandte Fachkräfte für Leistungen im Rahmen dieses Abkommens gezahlten Vergütungen keine Steuern und sonstigen Abgaben. Das gleiche gilt für aus Mitteln der deutschen Technischen Hilfs- und Consultingfirmen gezahlte Ver-gütungen;
- c) gestattet den in Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe a genannten Personen in den ersten sechs Monaten nach ihrem Eintreffen in Senegal die abgaben- und gebührenfreie Einfuhr ihrer persönlichen Habe, Gegenstände und Ausrüstungen und

genehmigt die vorübergehende Zollfreistellung ihrer Fahrzeuge, d.h. eines Fahrzeugs je Haushalt;

- d) erlaubt denselben Personen in dringenden Fällen die Einfuhr von Medikamenten zu Tarifbedingungen im Rahmen ihres persönlichen Bedarfs.

#### Artikel 8

Dieses Abkommen gilt auch für die entsandten Fachkräfte, die bei seinem Inkrafttreten bereits im Rahmen der Technischen Zusammenarbeit zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Republik Senegal in Senegal tätig sind; das Gleiche gilt für die übrigen in Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe a genannten Personen.

#### Artikel 9

Dieses Abkommen gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung der Republik Senegal innerhalb von drei Monaten nach seinem Inkrafttreten eine gegenseitige Erklärung abgibt.

#### Artikel 10

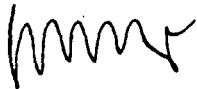
- (1) Dieses Abkommen gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren; es tritt mit dem Tage in Kraft, an dem die Regierung der Republik Senegal der Regierung der Bundesrepublik Deutschland mitteilt, daß die innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten erfüllt sind.
- (2) Das Abkommen verlängert sich danach jeweils um ein Jahr, es sei denn, daß eine der beiden Vertragsparteien es drei Monate vor Ablauf des festgesetzten Zeitabschnitts schriftlich kündigt.
- (3) Auch nach Ablauf dieses Abkommens gelten seine Bestimmungen für die bereits vereinbarten Vorhaben der wirtschaftlichen und technischen Zusammenarbeit bis zu ihrem Abschluß weiter.

Artikel 11

Das Abkommen vom 27. Juni 1961 über wirtschaftliche und technische Zusammenarbeit tritt mit dem Zeitpunkt außer Kraft, an dem dieses Abkommen in Kraft tritt.

GESCHEHEN zu Bonn am 3. Mai 1977 in zwei Urschriften, jede in deutscher und in französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die  
Regierung der  
Bundesrepublik Deutschland



Für die  
Regierung der  
Republik Senegal



[ EXCHANGE OF LETTERS -- ÉCHANGE DE LETTRES ]

German Text -- Texte allemand

I

DER BUNDESMINISTER  
DES AUSWÄRTIGEN

Bonn, den 03. Mai 1977  
313-446.10 SEN

Herr Staatsminister,

Ich beehre mich, Ihnen unter Bezugnahme auf das heute zwischen unseren beiden Regierungen unterzeichnete Abkommen über wirtschaftliche und technische Zusammenarbeit folgendes vorzuschlagen:

- a) Die entsandten Fachkräfte sind, falls sie ausserhalb ihrer dienstlichen Tätigkeit gegen die in Senegal geltenden Rechtsvorschriften verstossen, zivil- und strafrechtlich haftbar.
- b) Die Regierung der Republik Senegal befreit die entsandten Fachkräfte von jeder Festnahme oder Haft wegen Verstössen gegen Gesetze und Rechtsvorschriften, die sie in Durchführung ihrer Aufgaben oder in unmittelbarem Zusammenhang damit begehen.
- c) Die Vorrechte und Immunitäten des Buchstabens b werden nicht zum persönlichen Vorteile der Begünstigten gewährt. Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland kann auf Antrag der Regierung der Republik Senegal auf ihre Inanspruchnahme verzichten, wenn sie nach ihrer Ansicht missbraucht wurden.

Seiner Exzellenz  
dem Staatsminister  
für Auswärtige Angelegenheiten  
Assane Seck

3. Der vorgenannte Zeitraum von sechs Monaten kann verlängert werden, wenn die Fachkraft bei ihrer Ankunft in Senegal nicht von ihrer Familie begleitet wird.

Ich bitte Sie, mir das Einverständnis Ihrer Regierung mit den in Nummer 1 bis 3 gemachten Ausführungen bestätigen zu wollen.

Genehmigen Sie, Herr Staatsminister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

*W. S. J.*



[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

II

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date du 3 mai 1977, vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

“... me référant à l'Accord de coopération économique et technique signé aujourd'hui entre nos deux Gouvernements, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit

a) - Les spécialistes envoyés sont civilement et pénalement responsables en cas d'infraction commise en dehors de l'exercice de leurs fonctions aux lois et règlements en vigueur au Sénégal ;

b) - Le Gouvernement de la République du Sénégal exemptera les spécialistes envoyés de toute arrestation ou détention ayant trait à des infractions commises dans ou en connexion directe avec l'exercice de leurs fonctions ;

c) - Les privilèges et immunités accordés à l'alinéa b) ci-dessus ne seront pas accordés pour le bénéfice personnel des intéressés.

A la demande du Gouvernement de la République du Sénégal, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pourra renoncer à faire valoir ces immunités et privilèges, s'il estime qu'il y a abus.

Si les dispositions qui précèdent rencontrent votre agrément, j'ai l'honneur de proposer que cette lettre et celle que vous voudrez bien m'adresser en réponse, constituent un accord entre nos deux Gouvernements ...”

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord, du Gouvernement de la République du Sénégal sur ces propositions.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

ASSANE SECK

Son Excellence  
Monsieur Hans-Dietrich Genscher  
Ministre fédéral des Affaires étrangères  
Bonn

DER BUNDESMINISTER  
DES AUSWÄRTIGEN

Bonn, den 03. Mai 1977

Herr Staatsminister,

Ich beehre mich, Sie unter Bezugnahme auf das heute zwischen unseren beiden Regierungen unterzeichnete Abkommen über wirtschaftliche und technische Zusammenarbeit auf folgendes aufmerksam zu machen:

1. Artikel 7 Buchstabe c des vorerwähnten Abkommens bestimmt, dass die Regierung der Republik Senegal den in Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe a genannten Personen in den ersten sechs Monaten nach ihrem Eintreffen in Senegal die abgaben- und gebührenfreie Einfuhr ihrer persönlichen Habe, Gegenstände und Ausrüstungen gestattet und die vorübergehende Zollfreistellung ihrer Fahrzeuge, d. h. eines Fahrzeugs je Haushalt, genehmigt.
2. Laut Vorschlag der zuständigen senegalesischen Behörden gehören zu der persönlichen Habe, zu den persönlichen Gegenständen und Ausrüstungen auch je Haushalt:

	1 Külschrank
	1 Tiefkühltruhe
	1 Herd
	1 Waschmaschine
	1 Rundfunkgerät
	1 Fernsehgerät
	1 Plattenspieler
	1 Tonbandgerät
	kleinere Elektrogeräte sowie
je Person	1 Klimagerät
	1 Heizgerät
	1 Ventilator und
	1 Foto- und Filmausrüstung.

Seiner Exzellenz  
dem Staatsminister für  
Auswärtige Angelegenheiten  
Assane Seck  
Dakar

3. Der vorgenannte Zeitraum von sechs Monaten kann verlängert werden, wenn die Fachkraft bei ihrer Ankunft in Senegal nicht von ihrer Familie begleitet wird.

Ich bitte Sie, mir das Einverständnis Ihrer Regierung mit den in Nummer 1 bis 3 gemachten Ausführungen bestätigen zu wollen.

Genehmigen Sie, Herr Staatsminister, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

|| S.J

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

IV

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date du 3 mai 1977 vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

“...me référant à l'Accord de coopération économique et technique signé aujourd'hui entre nos deux Gouvernements, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur ce qui suit :

1/ L'alinéa c de l'article 7 de l'accord susmentionné, stipule que le Gouvernement de la République du Sénégal. autorisera les personnes mentionnées à l'alinéa a. du paragraphe 1 de l'article 6, à importer en franchise de tous droits et taxes, dans les six premiers mois suivant leur arrivée au Sénégal, leurs effets, objets et équipements personnels et permettra admission temporaire de leurs véhicules dans la limite d'un véhicule par ménage.

2/ Aux termes de la proposition des Autorités sénégalaises compétentes, les objets et équipements personnels comprennent également par ménage : 1 réfrigérateur, 1 congélateur, 1 cuisinière, 1 machine à laver, 1 poste de radiodiffusion, 1 téléviseur, 1 tourne-disque, 1 magnétophone, des appareils électriques d'usage courant ainsi que, par personne, un appareil de climatisation, un appareil de chauffage, un ventilateur et un équipement photographique et cinématographique.

3/ - La période de six mois susmentionnée pourra être prolongée si le spécialiste n'est pas accompagné de sa famille lors de son arrivée au Sénégal. Je vous prie de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur les dispositions contenues aux paragraphes 1 à 3 ci-dessus...”

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement du Sénégal sur ces propositions. Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

ASSANE SECK

Son Excellence  
Monsieur Hans-Dietrich Genscher  
Ministre des Affaires étrangères  
Bonn

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT ON ECONOMIC AND TECHNICAL COOPERATION  
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF  
GERMANY AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
SENEGAL

The Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Republic of Senegal,

On the basis of the friendly relations existing between the two States and their peoples,  
Desiring to intensify those relations,

Considering their common interest in promoting economic and social progress in their States, and

Recognizing the benefits to be derived by both States from closer economic and technical cooperation,

Have agreed as follows:

*Article 1*

(1) The Contracting Parties shall endeavour to cooperate with and assist each other on the basis of this Agreement.

(2) They may conclude arrangements regarding individual technical assistance projects.

*Article 2*

(1) The arrangements referred to in article 1, paragraph 2, above may provide that the Government of the Federal Republic of Germany shall:

(a) Encourage the establishment of training and advisory centres as well as other facilities in the Republic of Senegal by sending teachers and specialists and by providing material and equipment;

(b) Assign experts to undertake studies with a view to drawing up reports on economic and technical possibilities and carry out projects with the aim of developing and fully exploiting the economic resources of the Republic of Senegal;

(c) Send experts to the Republic of Senegal to carry out special tasks and provide them with their professional outfits;

(d) Place advisers at the disposal of the Government of the Republic of Senegal;

(e) Support cooperation between the two countries in the field of education and training;

(f) Promote cooperation between scientific institutions in the two countries by sending scientific and technical personnel and by providing material and equipment.

(2) All personnel sent by the Federal Republic of Germany will hereinafter be referred to as "specialists".

(3) The Government of the Federal Republic of Germany shall bear the cost of transporting and insuring the material and equipment it has supplied for the individual projects as far as the project site; this shall not include the cost of storage in the Republic of Senegal.

*Article 3*

(1) The Government of the Federal Republic of Germany shall endeavour:

(a) To promote the advanced training of Senegalese specialists, high-level personnel and scientists in the Federal Republic of Germany or other countries;

(b) To arrange for the training or advanced training of Senegalese nationals in the Federal Republic of Germany or at institutions promoted under German technical assistance programmes.

(2) The execution of the measures envisaged in paragraph 1 of this article, in particular the selection and acceptance of candidates, shall be the subject of separate arrangements.

(3) The Government of the Republic of Senegal shall recognize examinations passed by Senegalese nationals in the Federal Republic of Germany in accordance with their respective standard. It shall provide the persons concerned with employment commensurate with their training.

*Article 4*

The Government of the Republic of Senegal shall:

(a) Provide the land and buildings required for the projects to be implemented in the Republic of Senegal, and equip the buildings insofar as the Government of the Federal Republic of Germany does not supply such equipment;

(b) Assist the specialists in procuring dwellings at their own expense;

(c) Exempt the articles which are provided by order of the Government of the Federal Republic of Germany and are required for the execution of the various projects from harbour dues, import and export duties and other public charges and from storage costs. The import of such articles shall not be subject to licensing;

(d) Bear the cost of operation and maintenance of the projects, in accordance with a plan to be drawn up jointly;

(e) Make available at its expense the requisite Senegalese specialized and auxiliary personnel;

(f) Ensure that, after a reasonable period of time, the specialists are replaced by suitable Senegalese specialists. As far as the latter are to receive training in the Federal Republic of Germany or another country, it shall, with the participation of the Embassy of the Federal Republic of Germany in the Republic of Senegal or of experts designated by it, nominate in good time a sufficient number of candidates for such training. It shall nominate only such candidates as have given it an undertaking that they will serve on the relevant project upon their return;

(g) Ensure that all authorities and organizations concerned with the implementation of this Agreement are fully informed in good time and in detail of its content.

*Article 5*

(1) The Government of the Federal Republic of Germany shall ensure that the service or work contracts concluded with the specialists it sends contain obligations requiring them:

(a) To do their best, within the framework of the arrangements concluded concerning their work, to help to achieve the purposes set forth in Article 55 of the Charter of the United Nations;

(b) Not to interfere in the internal affairs of the Republic of Senegal;

(c) To obey the laws and respect the way of life and customs of the Republic of Senegal;

(d) Not to engage in any gainful occupation other than that to which they have been assigned; and

(e) To cooperate in a spirit of mutual trust with the official agencies in the Republic of Senegal.

(2) If the Government of the Republic of Senegal wishes a specialist to be recalled in the interest of cooperation on a basis of partnership, it shall contact the Government of the Federal Republic of Germany, represented by the Embassy of the Federal Republic of Germany in Dakar, and state the reasons for its request. Similarly, when intending to recall a specialist of its own accord, the Government of the Federal Republic of Germany shall contact the Government of the Republic of Senegal. In both cases, the Governments shall cooperate in a spirit of mutual trust in order to overcome, in the interest of all the parties concerned, the difficulties that may arise over the recall of a specialist. The Government of the Federal Republic of Germany shall replace a recalled specialist as soon as possible.

*Article 6*

(1) The Government of the Republic of Senegal shall:

(a) Ensure that the specialists and their families receive full protection for their persons and property; the same shall apply to all persons forming part of their households, provided they are not Senegalese nationals;

(b) Provide assistance and protection to the specialists in the performance of their official duties;

(c) Afford persons referred to in subparagraph (a) above any assistance they may require for their repatriation in times of international crisis.

(2) The Government of the Republic of Senegal shall assume liability in place of the specialists in respect of any damage caused by them while carrying out a task assigned to them under this Agreement. Any claim against the specialists shall to that extent be precluded.

(3) The Government of the Republic of Senegal shall issue, free of charge, foreigner's identity cards to the persons referred to in paragraph 1 (a) above and cooperation worker's identity cards to the specialists.

*Article 7*

The Government of the Republic of Senegal shall:

(a) Afford the persons referred to in article 6, paragraph 1 (a) above, freedom of entry and departure, at any time and without payment of dues, and provide them free of charge with the requisite work and residence permits;

(b) Levy no taxes or other public charges on payments made from funds of the Government of the Federal Republic of Germany to its specialists for services rendered under this Agreement; the same shall apply to any payments made from German technical assistance funds to construction and consulting firms;

(c) Authorize the persons referred to in article 6, paragraph 1 (a), above to import their personal effects, articles and equipment duty and tax-free, during the first six months following their arrival in Senegal, and permit the temporary entry of their vehicles, up to a limit of one vehicle per household;

(d) Permit the same persons to import, in case of emergency and subject to tariff conditions, medicines for their personal use.

*Article 8*

The provisions of this Agreement shall likewise apply to specialists who, at the time of its entry into force, are already working in Senegal within the framework of technical cooperation between the Government of the Republic of Senegal and the Government of the Federal Republic of Germany; the same shall apply to the other persons referred to in article 6, paragraph 1 (a), above.

*Article 9*

This Agreement shall also apply to Land Berlin, provided that the Government of the Federal Republic of Germany does not make a contrary declaration to the Government of the Republic of Senegal within three months after its entry into force.

*Article 10*

(1) This Agreement shall be valid for a period of five years; it shall enter into force on the date on which the Government of the Republic of Senegal notifies the Government of the Federal Republic of Germany that the national requirements for such entry into force have been fulfilled.

(2) This Agreement shall thereafter be extended for successive periods of one year, unless it is denounced in writing by either Contracting Party three months prior to the expiry of any such period.



(3) After this Agreement expires, economic and technical cooperation projects already agreed upon shall remain subject to its provisions until they are completed.

*Article 11*

The Agreement on economic and technical cooperation of 27 June 1961 shall cease to apply on the date of entry into force of this Agreement.

DONE at Bonn on 3 May 1977 in duplicate in the German and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Senegal:

ASSANE SECK

For the Government of the Federal Republic of Germany:

HANS-DIETRICH GENSCHER

EXCHANGES OF LETTERS

I

THE FEDERAL MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS

Bonn, 3 May 1977

313-446.10 SEN

Sir,

With reference to the Agreement on economic and technical cooperation signed today between our two Governments, I have the honour to propose the following:

(a) The specialists shall incur civil and criminal liability if they violate the laws and regulations in force in Senegal outside the performance of their duties;

(b) The Government of the Republic of Senegal shall exempt the specialists from arrest or detention in connection with violations committed in, or directly related to, the performance of their duties;

(c) The privileges and immunities granted under paragraph (b) above, shall not be granted for the personal benefit of the persons concerned. At the request of the Government of the Republic of Senegal, the Government of the Federal Republic of Germany may waive these privileges and immunities if it deems that they have been abused.

If you agree with the foregoing provisions, I have the honour to propose that this letter and your reply shall constitute an agreement between our two Governments.

Accept, Sir, etc.

His Excellency  
Mr. Assane Seck  
Minister for Foreign Affairs

II

Bonn, 3 May 1977

Sir,

On 3 May 1977, you addressed to me a letter, the text of which reads as follows:

*[See Letter I]*

I have the honour to inform you that the Government of the Republic of Senegal agrees to these proposals.

Accept, Sir, etc.

ASSANE SECK

His Excellency  
Mr. Hans-Dietrich Genscher  
Federal Minister for Foreign Affairs  
Bonn

III

OFFICE OF THE FEDERAL MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS

Bonn, 3 May 1977

Sir,

With reference to the Agreement on economic and technical cooperation signed today between our two Governments, I have the honour to draw your attention to the following:

(1) Article 7 (c) of the aforementioned Agreement stipulates that the Government of the Republic of Senegal shall authorize the persons referred to in article 6.1 (a) to import their personal effects, articles and equipment duty and tax- free during the first six months following their arrival in Senegal, and permit the temporary entry of their vehicles, up to a limit of one vehicle per household.

(2) Under the terms of the proposal made by the competent Senegalese authorities, the personal articles and equipment shall also include, for each household: one refrigerator, one freezer, one cooker, one washing-machine, one radio, one television set, one record player, one tape recorder, small electrical appliances and, for each individual, one air conditioner, one heater, one fan and one set of photographic and cinematographic equipment.

(3) The aforementioned six-month period may be extended if upon arrival in Senegal the Specialists are not accompanied by their families.

I should be grateful if you would kindly confirm that the Government of Senegal agrees to the provisions in paragraphs I to 3 above.

Accept, Sir, etc.

His Excellency  
Mr. Assane Seck  
Minister for Foreign Affairs  
Dakar

IV

Bonn, 3 May 1977

Sir,

On 3 May 1977 you addressed to me a letter, the text of which reads as follows:

*[See Letter III]*

I have the honour to confirm that the Government of the Republic of Senegal agrees to these proposals.

Accept, Sir, etc.

ASSANE SECK

His Excellency  
Mr. Hans-Dietrich Genscher  
Federal Minister for Foreign Affairs  
Bonn